

**Zeitschrift:** Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

**Herausgeber:** Alliance de Sociétés Féminines Suisses

**Band:** 82 (1994)

**Heft:** 9

  

**Artikel:** Si toutes les mères du monde...

**Autor:** [s.n.]

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-286986>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 12.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



# El condor passa, jamais on ne l'arrêta

*Pour lutter contre l'impunité décrétée par l'Etat, il faut avant tout lutter partout contre l'oubli.*

«**I**ls arrivent à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Ils sont généralement en civil, parfois en uniforme, et toujours armés. Sans donner de raisons, ni produire de mandat d'arrêt, souvent même sans dire qui ils sont ni qui les envoie. Ils traînent de force un ou plusieurs membres de la famille vers une voiture, usant de violence au besoin.» Ce sinistre scénario hante toujours la mémoire tant de celles et ceux qui ont été arrachés à leur famille, sans pouvoir donner de leurs nouvelles, que des familles qui s'en vont aux nouvelles, souvent au risque de leur vie. Même si les victimes échappent finalement au cauchemar de la «disparition», elles peuvent souffrir pendant longtemps des conséquences physiques et psychologiques de cette forme de déshumanisation et des brutalités et actes de torture qui souvent l'accompagnent.

L'histoire suit son cours: aux régimes dictatoriaux et arbitraires succèdent des régimes plus modérés, qui souvent ne vont pas jusqu'au bout de la recherche de la vérité. Même si les porte-parole des victimes ne ménagent pas leurs efforts pour empêcher que la chape de l'oubli ne retombe sur des épisodes douloureux, inhumains, atroces que les régimes qui ont succédé aux dictatures aspirent à oublier à leur tour. L'actuel gouvernement argentin a décrété une amnistie générale après n'avoir condamné que les généraux du vidélisme. L'actuel régime chilien s'est contenté d'une condamnation en bloc des rouages anonymes de la machinerie pinochétiste. L'impunité des bourreaux fait souffrir des milliers d'hommes et de femmes qui gardent dans leur âme et dans leur chair les stigmates d'une période de leur vie où le monde a basculé d'un coup pour eux.

## Témoigner

Contre l'oubli, un seul remède: parler et témoigner. Contre l'impunité des bourreaux connus ou anonymes: parler et témoigner sans cesse, par tous les canaux possibles.

L'Organisation des Nations Unies reste, malgré toutes les critiques dont elle est la cible, la seule plaque tournante réellement universelle, d'où partent d'innombrables trains d'une longueur et d'une rapidité très différentes, qui ont pour mission de transporter les informations. L'un des principaux objectifs de l'ONU est la promotion et la protection des droits humains, par la mise sur pied d'un système complexe en vue d'élaborer des normes, de surveiller leur application et de promouvoir le respect des droits humains, ainsi que d'enquêter sur les violations des droits de la personne. L'ONU est à cet égard lourdement tributaire des gouvernements membres. Elle reçoit un appui précieux d'une myriade d'organisations non gouvernementales, plus souples,

plus libres que ce soit sur le plan de l'expression ou celui de l'action. Du Conseil économique et social de l'ONU est issue la Commission des droits de l'homme, qui, par l'intermédiaire du Programme de services consultatifs du Centre pour les droits de l'homme à Genève, apporte un appui logistique aux institutions nationales et locales de défense des droits humains, ne serait-ce qu'en récoltant et en diffusant des informations et des témoignages. Parce que, en fin de compte, ce n'est que grâce à des initiatives prises courageusement par celles et ceux qui apportent leurs témoignages que des pans entiers de l'histoire ne tomberont pas dans l'oubli collectif.

«*Si les crimes ne sont pas éclaircis, note Paz Rojas Baeza, femme médecin chilienne, dans une déposition qui date de décembre 1993, les proches des «desaparecidos» en resteront marqués et condamnés à souffrir indéfiniment, car contrairement à ceux qui ont assisté à la mort d'une personne et qui peuvent en porter le deuil, elles et eux, demeurant à jamais dans l'incertitude, ne seront pas en mesure de faire le deuil de leurs disparus. Sur les milliers d'hommes et de femmes qui ont participé, directement ou indirectement, aux crimes commis sous la dictature au Chili, indique Paz Rojas Baeza, seuls deux d'entre eux ont admis leur culpabilité, ainsi que deux femmes qui avaient été forcées à collaborer après avoir été tortu-*

*rées. Tous les autres ont gardé un mutisme absolu, même devant les tribunaux.*»

Elina Aguiar, psychologue, secrétaire de l'Assemblée permanente des droits de l'homme à Buenos Aires, constate qu'à l'exception des généraux complices de la dictature de Videla qui ont été condamnés, tous ceux qui ont participé au génocide demeurent toujours en place dans les instances législatives, judiciaires, au gouvernement et à l'armée, ce qui provoque chez les victimes, note-t-elle, un sentiment de résignation doublé de fatalisme.

Elle cite un chanteur argentin qui affirme que «*si nous ne nous souvenons pas de ce qui s'est passé, il pourrait nous arriver la même chose*». Déjà pendant la période de terrorisme d'Etat, rappelle-t-elle, les organisations de défense des droits de l'homme, les mères et grand-mères de la Place de Mai en tête, ont créé des groupes dont le but était de dénoncer les actes d'impunité en participant à des marches silencieuses. Un mouvement qui a essaimé dans l'ensemble du monde libre et qui fait désormais allusion à d'autres massacres. Les jeunes Argentins, indique Elina Aguiar, ont créé des groupes rock dont les noms évoquent un passé sinistre: Enlèvement, Tous mes morts, Rigidité cadavérique. Dans le dessein de ne jamais oublier les sévices dont ont été victimes les générations qui les ont précédés.

Anne-Marie Ley

## Si toutes les mères du monde...

En 1977, en Argentine, des mères unissent leurs efforts pour rechercher leurs enfants détenus par la dictature, responsable de 30 000 disparitions. Leur mouvement, baptisé Les mères de la Place de Mai (et surnommé Les folles de Mai car elles avaient osé défier le pouvoir militaire) continue aujourd'hui de dénoncer la violence du régime et de réclamer justice. En 1992, elles ont reçu le Prix Sakharov pour la liberté et l'esprit, décerné par le Parlement européen. Au cours de ces dernières années, d'autres mouvements de mères se sont créés à travers le monde; dans tous les coins de la planète où la violence, la répression, la guerre, la corruption et l'injustice font rage; partout où l'enfance est maltraitée ou menacée.

C'est le cas en Ukraine, où les enfants souffrent des séquelles de la catastrophe de Tchernobyl. Au Brésil, où ils sont enlevés, séquestrés et assassinés par la police. Au Pérou, au Guatemala, au Honduras, au Sahara occidental, où les mères s'opposent au terrorisme d'Etat. En Palestine et en Israël, où elles luttent contre l'arbitraire et l'injustice. En Italie, où elles combattent la mafia. En Espagne, où elles s'insurgent contre la drogue et le militarisme. En ex-Yougoslavie, où la guerre continue de détruire leurs vies et celles de leurs familles... A la fin du mois de mars, trente de ces mères (représentant quinze pays) se réunissaient à Paris pour dialoguer, échanger leurs expériences et réfléchir ensemble sur les graves problèmes qui les mobilisent.

«*Puisque certains sèment la mort avec une telle efficacité, nous, femmes, semons la vie... Nous nous y engageons. Mettons nous au travail...*» ont-elles proclamé. Que toutes celles qui partagent leurs exigences adhèrent, par le biais d'une signature, au mouvement des mères qui luttent. Le 6 octobre, chaque groupe de mères remettait les signatures recueillies dans son pays aux gouvernements respectifs et, à une date ultérieure, une délégation remettra l'ensemble des signatures recueillies dans le monde entier aux Nations-Unies et à d'autres instances internationales.

Solma (Solidarité avec les mères de la place de Mai) 18, rue Nollet - 75017 Paris.  
Tél. (16.1) 43 87 59 00.

(Sources - Femmes info, Marseille)